



RAPPORT ANNUEL du Comité Conjoint de Pilotage de la République de Guinée

But: Examen stratégique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan Prioritaire du PBF (PP)

Date de démarrage du Plan : 2011

Date prévue de fin du Plan (originelle): 2014

Date actuelle de fin du Plan : 2015

Année du rapport : 2013

Date du rapport: Décembre 2013

Approuvé par les Co-présidents du Comité Conjoint de Pilotage :

Signature des Coprésidents: _____ Date: _____

PARTIE 1 - PROGRES FINANCIERS

1.1 État d'avancement des allocations budgétaires du Plan des Priorités (PP) et des dépenses

Date de cette estimation financière : décembre 2013

Résultats du PP	Fonds du PBF approuvés (par résultat du PP)	Fonds du PP alloués par MPTF aux agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)	Fonds dépensés/ exécutés par des agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)
Résultat 1 : <i>La gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité est renforcée et définie par un cadre juridique et législatif conforme aux standards internationaux avec des mécanismes de contrôle et de supervision démocratiques fonctionnels</i>	\$11 224 756,29	PNUD : \$10 144 056,29 UNFPA : \$421 045,00 UNICEF : \$349 355,00 UNHCHD : \$310 300,00	PNUD : \$8 077 092,45 (71%) UNFPA : \$239 995,65 (57%) UNICEF : \$199 132,35 (57%) UNHCHD : \$217 210,00 (70%)
Résultat 2 : <i>L'environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national</i>	\$9 323 408,67	PNUD : \$7 746 013,47 UNFPA : \$100 140,00 UNESCO : \$743 650,00 UNICEF : \$400 180 UNHCDH : \$333 425,20	PNUD : \$6 953 527,85(93%) UNFPA : \$100 140,00 (100%) UNESCO : \$230 638,50 (27%) UNICEF : \$400 180 (100%) UNHCDH : \$325 975,20 (98%)
Résultat 3 : <i>Les Jeunes et les Femmes à risque d'instabilité ont accès aux opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs identifiés</i>	\$3 426 912,00	PNUD : \$500 000,00 UNFPA : \$380 000,00 UNICEF : \$1 326 912,00 ONUDI : \$900 000,00 PAM : \$320 000,00	PNUD : \$500 000,00 (100%) UNFPA : \$380 000,00 (100%) UNICEF : \$854 677,50 (65%) ONUDI : \$900 000,00 (100%) PAM : \$320 000,00 (100%)

1.2 Observations sur l'état d'affectation de fonds et de dépenses

Veuillez indiquer si les taux d'allocation de fonds et de dépenses du PP sont satisfaisants. S'ils ne le sont pas, veuillez indiquer les raisons et les mesures rectificatives.

Les taux global d'allocation des fonds et des dépenses du Plan Prioritaire sont satisfaisants.

PARTIE 2 – PROGRES AVEC DES RESULTATS

2.1 Evaluation de l'état d'avancement et des résultats du Plan des Priorités (PP)

Résultats du PP	Indicateur de résultat	Niveau de référence de l'indicateur (R), Objectifs (O), progrès (P)	Indice de progrès total ¹	Résultats clés	Raisons pour des progrès insatisfaisants et mesures rectificatives
<p>Vision générale du PP : La Guinée s'oriente vers un pays démocratique, réconcilié, respectueux des principes de l'état de droit où tous les citoyens, notamment les femmes et le jeunes, participent à la vie économique et sociale dans un environnement de justice et de cohésion sociale et disposant des forces de défense et de sécurité républicaines, soumises à l'autorité civile légalement établie</p>	<p>1. # de parti politique (% du total) ou les leaders manifestent leurs volontés de respecter le code de bonne conduite des partis politiques</p> <p>2. % réduit des conflits et de cas d'incidents sécuritaires liés à des cas de violences électorales ou en lien avec l'unité nationale</p> <p>3. # de zones affectées par des escalades de conflits locaux et régionaux (% du total)</p> <p>4. changement</p>		3	<p>Quels sont les progrès globaux réalisés par le PP ?</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition de principes généraux de gestion des RH et l'instauration d'un système moderne de gestion ; 2. Le processus de restauration de la gouvernance du secteur de la sécurité grâce à la vulgarisation des textes et à la normalisation des règles de fonctionnement ; 3. La mise en œuvre effective du plan de mise à la retraite conformément à la réglementation en vigueur ; 4. L'intérêt manifeste de l'ensemble des acteurs pour le processus de contrôle civil et démocratique des FDS ; 5. La prise en charge des VBG au sein de FDS à travers des textes législatifs (statut spécial de la police) ; 6. La sécurisation et la crédibilisation des élections législatives de 2013 à travers la dynamisation de la FOSSEL ; 7. Le renforcement de l'unité nationale et de la citoyenneté ; 8. Le renforcement des cadres de dialogues politiques à travers la signature d'un accord politique sur l'organisation des élections législatives et les conditions de réussite des prochaines échéances (locales et présidentielles) ; 9. Le renforcement des capacités des partis politiques sur : i) le déploiement et l'animation de dispositif pour la surveillance des élections, la 	<p>Si des progrès suffisants ne sont pas réalisés, quelles sont les raisons clés, les problèmes et les défis?</p> <ul style="list-style-type: none"> - retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ; - Le contexte électoral souvent tendu n'a pas permis de lancer le processus de la consultation nationale pour la réconciliation ; - Le déficit de communication et de synergie entre les différents acteurs impliqués dans les projets contribuant à la réconciliation nationale ; - La faiblesse du dispositif de suivi et d'évaluation ; <p>Ces problèmes étaient-ils anticipés dans la matrice de risque ? Oui</p> <p>Comment ces problèmes seront-ils confrontés et quelles seront les mesures rectificatives ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'allègement des procédures administratives et financières des agences du SNU dans le cas des projets PBF, notamment, les "Quicks impacts" - Instauration de la stratégie de faire faire par l'implication des OSC dans la

¹ Donner un résultat (« score ») pour l'état d'avancement du PP ainsi que les progrès sous chaque résultat comme suit : (1) off-track, retards relativement importants; (2) on-track , sur la bonne voie; 3 on-track, sur la bonne voie et avec contribution importante à la consolidation de la paix.

	<p><i>positif de la perception des groupes à haut risque – jeunes et femmes - dans leur confiance et respect vis-à-vis des rôles et responsabilités des autorités étatiques</i></p> <p>5. # de personnes déplacées (% du total) retournés dans les zones antérieurement affectées par des conflits - perçus comme des 'espaces sûrs' - avec une reprise des activités socio-économiques</p> <p>6. % réduit des responsables de l'Administration débarrassés des considérations ethniques et politiques</p>			<p><i>remontée d'informations fiables des BV vers les centres de communication installés dans leur QG ; ii) l'introduction de recours basés sur des informations recueillis et des preuves matérielles de fraude ou irrégularité constatées par les délégués déployés dans les BV ; iii) la culture de l'esprit de cohabitation pacifique par l'approche de représentativité (mouvance et opposition) et ainsi permettre aux représentants des partis politiques de toutes tendances, de se côtoyer, de se pratiquer, de s'accepter et de cohabiter en parfaite symbiose ;</i></p> <p>10. La création d'un réseau de formateur électoraux et la synergie d'action entre la CENI, les OSC et les syndicats d'enseignants ;</p> <p>11. L'expérimentation des techniques de la Case de veille sur les élections pour la première fois en Guinée avec une contribution à l'apaisement à travers l'alerte précoce ;</p> <p>12. L'implication des médias à travers la création de synergie (3 fréquences unique en bande Fm) et des résultats satisfaisants produits ;</p> <p>13. L'élaboration, l'adoption et la diffusion d'un pacte national de convergence et de stabilité sociale par le parlement ;</p> <p>14. la création par l'Etat à travers le Ministère de la jeunesse, des sports et de l'emploi des jeunes d'un fonds d'appui à l'emploi des jeunes et des femmes (Agence de la micro finance) ;</p> <p>15. L'accès aux revenus a contribué à transformer les jeunes et les femmes en véritables « acteurs de développement et de la consolidation de la paix » plutôt que des personnes vulnérables facilement manipulables pour les mouvements sociopolitiques</p> <p>16. 3.950 emplois créés à travers les activités en HIMO d'assainissement et d'aménagement des espaces publics touchant 83 associations de jeunes et femmes ;</p> <p>Comment le PP adresse-t-il les facteurs critiques de conflit ?</p>	<p><i>mise en œuvre des activités communautaires.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation des réunions d'orientation entre les acteurs à travers les formations sur la justice transitionnelle en direction des OSC sur l'initiative du HCDH ; - Le renforcement de la coordination des agences et autres intervenants dans le secteur à travers une plus grande responsabilisation du HCDH comme leader et l'institutionnalisation de la plateforme des acteurs de la paix ; - Le renforcement du secrétariat permanent du comité de pilotage ; - Rencontrer avec l'ensemble des acteurs clés, qui ont décidé de démarrer en janvier 2014 le projet de consultation nationale (Conargui)
--	--	--	--	--	---

	<p>dans l'exercice de leur fonction</p> <p>7. L'application de la Déclaration d'Engagement Mutuel (DEM) et le plaidoyer du CCP contribue à accélère le processus de la consolidation de la paix due aux effets catalyseurs et incitatifs pour déclencher</p> <p>a) Une forte mobilisation des ressources</p> <p>b) Les Reformes structurelles (notamment la RSS)</p> <p>8. Des engagements des partenaires au développement (bi/multilatéraux)</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Une analyse approfondie des facteurs de conflits ; - Un partenariat actif de l'ensemble des acteurs clés ; - Un ciblage des interventions et des zones basé sur l'imminence et l'accentuation des risques ; <p>Comment cette stratégie contribue-t-elle à la consolidation de la paix ?</p> <p>A travers l'approche participative et l'adéquation des réponses programmatiques aux différentes situations adressées ;</p> <p>La théorie de changement du PP est-elle efficace et si oui, comment ?</p> <p>Oui, elle permet d'enclencher des actions contribuant au changement souhaité.</p> <p>S'il n'existait ni PP ni soutien du PBF, en quoi la situation actuelle différerait-elle ?</p> <p>Les facteurs de risque s'aggravaient et pourraient conduire à une crise ouverte</p> <p>Quelle est la preuve (« évidence ») de cette évaluation ?</p> <p>Avant l'intervention du PBF sur le processus électoral, notamment, à travers le dialogue politique, l'absence de dialogue à l'origine des manifestations politiques a conduit aux violences qui ont provoqués plus de 54 morts en moins de deux ans.</p> <p>Y avait-il des résultats imprévus (bons ou mauvais) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - La restauration de la place de la police dans le dispositif de sécurité à travers l'adoption du statut spécial ; - Le renforcement des alliances de partis politiques au-delà des questions électorales ; - L'espoir suscité au niveau des jeunes et femmes riverains (plages aménagés, centres de traitement et de compostage) non touchés par les projets ; 	
<p>Résultat 1 : La gouvernance du secteur de la</p>	<p>Indicateur 1 : # d'acteur habilité à jouer leur rôle et # de code</p>	<p>R : 5 groupes d'acteurs touchés; O : 7 groupes d'acteurs</p>	<p>3</p>	<p>Quels sont les résultats qui ont été accomplis dans ce domaine, en plus des produits de projets individuels ?</p> <p>1. Des principes généraux de gestion des RH sont</p>	<p>Si des progrès suffisants ne sont pas réalisés, quelles sont les raisons clés, les problèmes et les défis?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les formations et les voyages

<p>défense et de la sécurité est renforcée et définie par un cadre juridique et législatif conforme aux standards internationaux avec des mécanismes de contrôle et de supervision démocratiques fonctionnels</p>	<p>conduite des FDS vulgarisé ;</p> <p>Indicateur 2 : # de base de données opérationnelles existantes avec cartographie des FDS ;</p> <p>Indicateur 3 : Délai de traitement des dossiers de retraite et de pension ;</p> <p>Indicateur 4 : # d'action de renforcement de capacité réalisées et # de cas de VBG traités ;</p>	<p>P : 5 sont effectivement impliqués ;</p> <p>R : 0 O : 1 P : 100% des forces armées recensées ;</p> <p>R : N/D O : respect du plan de mise à la retraite ; P : mise à la retraite de 3928/4300 et charge budgétaire de l'Etat réduite</p> <p>R : N/D, 20 cas VBG O : 500 OPJ, 10 cellules VBG et 500 cas de VBG ; P : 780 OPJ formés, 5 cellules VBG installées et 395 victime VBG pris en charge.</p>		<p>définis et un système moderne de gestion est instauré ;</p> <p>2. La gouvernance du secteur de la sécurité est sur la voie d'être restaurée grâce à la vulgarisation des textes et à la normalisation des règles de fonctionnement ;</p> <p>3. Les effectifs de l'armée guinéenne sont réduits de 3.928 militaires;</p> <p>4. Les charges budgétaires de l'État guinéen sont réduites par la réduction en la masse salariale de l'armée.</p> <p>5. Les acteurs clés (OSC, FDS, ...) ont été informés, sensibilisés et formés sur le processus de la RSS en Guinée, sur les fonctions des acteurs et les mécanismes du contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité et les questions transversales des droits de l'Homme et du Genre au sein des FDS ;</p> <p>6. 150 officiers de police judiciaires bénéficient de renforcement des capacités d'intervention et en technique de prise en charge juridique des victimes de VBG et des cellules VBG sont redynamisées/dynamisées dans les commissariats et gendarmerie à Conakry et Kindia ;</p> <p>Comment contribuent-ils à la consolidation de la paix et aux déclenchements de conflits spécifiques identifiés sous ces résultats ?</p> <p>La mise en place d'un système de gestion des ressources humaines et des règles et normes standards de gouvernance des FDS contribuent à la maîtrise des FDS et au renforcement de la stabilité politique et social du pays.</p> <p>Quelles en sont les preuves ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démilitarisation des centres villes ; - Inexistence de milice au sein de l'armée ; - Le casernement des forces armées lors des manifestations; <p>Y avait-il des résultats imprévus (bons ou mauvais) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - La restauration de la place de la police dans le 	<p>d'échanges d'expériences en faveur des institutions de contrôle sont tributaires des élections législatives et de la mise en place de ces institutions: Parlement, Cour des Comptes, Cour Suprême, Médiateur de la République, etc. Ces actions sont prévues pour le premier semestre 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> - retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ; <p>Ces problèmes étaient-ils anticipés dans la matrice de risque ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oui <p>Comment ces problèmes seront-ils confrontés et quelles seront les mesures rectificatives ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces problèmes ont été réglés par l'organisation des réunions d'orientation sur les procédures administratives et financière des partenaires d'exécution ; - L'allègement des procédures administratives et financières des agences du SNU dans le cas des projets PBF, notamment, les "Quicks impacts" - Instauration de la stratégie de faire faire par l'implication des OSC dans la mise en œuvre des activités communautaires.
---	--	--	--	---	---

				<p>dispositif de sécurité ;</p> <p>- L'adoption par le parlement du statut spécial de la police avec un fort accent sur le genre (plaidoyer du PBF).</p>	
<p>Résultat 2 : <i>L'environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national</i></p>	<p>Indicateur 1 : # de sessions de formation organisées sur la culture de la paix et # d'actions sur le dialogue local et communautaire réalisée ;</p> <p>Indicateur 2 : # d'agent électoraux formés et déployés et # bureaux de vote couverts par les ABV ;</p> <p>Indicateur 3 : # d'infrastructure sociale de promotion de la paix dynamisée et # d'exemplaire d'outils édités et vulgarisés ;</p> <p>Indicateur 4 : # de femmes victimes de VBG prise en charge et accompagnée</p> <p>Indicateur 5 : #</p>	<p>R : ND O : 37 sessions de formation; 38 séances de sensibilisation et de plaidoyer pour la non-violence ; P : 100% ;</p> <p>R : 5000 ABV/9000 BV O : 60.000ABV/12000 BV P : 59.975ABV/ 11.995 BV couverts</p> <p>R : ND O : 38 clubs de la paix (CP); P : 38 CP et 5000 dépliants sur l'éducation à la citoyenneté et la culture de la paix</p> <p>R : 250 O : 50 soit le 1/5 ; P : 53 victimes prises en charge (106%) et 58 accompagnées par OPJ (116%)</p> <p>R : 31</p>	<p>3</p>	<p>Quels sont les résultats qui ont été accomplis dans ce domaine, en plus des produits de projets individuels ?</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées ; 2. Les cadres de dialogues politiques sont renforcés et les femmes y participent effectivement ; 3. Les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations de manière convenable et efficace sont renforcés ; 4. La conduite du scrutin est améliorée par l'opérationnalité des membres des bureaux de vote et la participation des femmes 5. Le scrutin législatif est déroulé sans enregistré aucun cas de violence pré et post électoral; 6. Les techniques de la Case de veille sur les élections sont expérimentées pour la première fois en Guinée avec une contribution à l'apaisement à travers l'alerte précoce ; 7. L'implication des médias à travers la création de synergie (3 fréquences unique en bande Fm) est effective et a produit des résultats satisfaisants 8. Un pacte national de convergence et de stabilité sociale est élaboré, adopté et diffusé par le parlement ; 9. La Force Spéciale de Sécurisation des Elections Législatives (FOSSEL) a assuré la sécurisation des bureaux de vote et l'escorte des résultats vers les centres de centralisation grâce à l'appui en équipements des unités et en formation de plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sur les principes universels de maintien de l'ordre et les règles de droit international humanitaire ; <p>Comment contribuent-ils à la consolidation de la</p>	<p>Si des progrès suffisants ne sont pas réalisés, quelles sont les raisons clés, les problèmes et les défis?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ; - Le contexte électoral souvent tendu n'a pas permis de lancer le processus de la consultation nationale pour la réconciliation ; - Le déficit de communication et de synergie entre les différents acteurs impliqués dans les projets contribuant à la réconciliation nationale ; <p>Ces problèmes étaient-ils anticipés dans la matrice de risque ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oui <p>Comment ces problèmes seront-ils confrontés et quelles seront les mesures rectificatives ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'allègement des procédures administratives et financières des agences du SNU dans le cas des projets PBF, notamment, les "Quicks impacts" - L'organisation des réunions d'orientation entre les acteurs à travers les formations sur la justice transitionnelle en direction des OSC sur l'initiative du HCDH ; - Le renforcement de la coordination des agences et autres intervenants dans le secteur à travers une plus grande responsabilisation du HCDH

	<p>de partis politiques ayant bénéficiés de renforcement des capacités pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l'élection de manière convenable et efficace ;</p> <p>Indicateur 6 : # de délégués de partis politiques ayant bénéficiés de formation en surveillance électorale et effectivement déployées sur le terrain</p> <p>Indicateur 7 : dialogue comme alternative aux divergences et à la violence politiques et adoption d'une diplomatie préventive de proximité et de veille permanente</p> <p>Indicateur 8 : #</p>	<p>O : 31 P : 100%</p> <p>R : 8.745 délégués de partis (2.915 par coalition) O : 8.745 délégués de partis (2.915 par coalition/3 coalitions) P : 7894 délégués (3947 délégués par coalition/2 coalitions)</p> <p>R : ND O : consensus dans l'organisation des législatives de 2013 P : Accord sur la préparation et l'organisation des élections législatives de 2013 entre les partis politiques de l'opposition et ceux du pouvoir sous l'égide des Nations Unies.</p> <p>R : ND</p>		<p>paix et aux déclenchements de conflits spécifiques identifiés sous ces résultats ? <i>L'ensemble des programmes/projets mis en œuvre à travers ce domaine ont largement contribué à l'unité nationale et à la consolidation de la citoyenneté.</i> <i>Egalement, la contribution du PBF à largement participé à l'apaisement électoral et à la gestion efficace des risques de violence liés au processus électoral.</i></p> <p>Quelles en sont les preuves ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La tenue des élections législatives et la proclamation des résultats provisoires sans heurts, ainsi que l'acceptation bien que mitigé des résultats définitifs prononcés par la cour suprême ;</i> <p>Y avait-il des résultats imprévus (bons ou mauvais) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La création des alliances de partis politiques ;</i> - <i>Le déroulement de la campagne électorale sans violence significative ;</i> - <i>L'instauration progressive des habitudes de dialogue et d'interpellation par des voies pacifiques (la lettre de l'opposition adressée au secrétaire général des Nations-unies en date du 19 novembre 2013).</i> 	<p><i>comme leader et l'institutionnalisation de la plateforme des acteurs de la paix ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - ...
--	---	--	--	---	---

	<p>de moniteurs formés à l'observation des droits de l'homme en période électorale et # d'observatrice (mobile/violence) formées</p> <p>Indicateur 9 : # de journalistes formés et impliqués (période électorale)</p> <p>Indicateur 5 : # de bureau de vote effectivement sécurisé et % PV escortés ;</p>	<p>O : 120 moniteurs, 600 Observateurs mobiles (80% de femmes) et 60 Observatrices de la Violence et 1 ligne verte P : 100%</p> <p>R : ND O : 30 P : 100%</p> <p>R : 1200 ; O : 12000 et 38 circonscriptions couverts P : 70% de cas couvert ;</p>			
<p>Résultat 3 : Les Jeunes et les Femmes à risque d'instabilité ont accès aux opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs identifiés</p>	<p>Indicateur 1 : # de quartiers, d'espaces publics et de plages assainies et aménagés et d'associations ou groupements de jeunes et de femmes impliquées ;</p> <p>Indicateur 2 : # d'emplois créés et quantité de vivres distribués</p>	<p>R : ND O : 120 espaces et 53 OSC de jeunes/femmes ; P : 210 (175%) espaces aménagés et 84 (158,5%) OSC de jeunes/femmes impliqué ;</p> <p>R : ND O : 4000 emplois et 252 tonnes de vivre P : 3950 (98,8%) emplois créés et 252 tonnes de vivres</p>	<p>3</p>	<p>Quels sont les résultats qui ont été accomplis dans ce domaine, en plus des produits de projets individuels ?</p> <p>1. 84 associations de jeunes et femmes à risque de conflits de diverses tendances se sont constituées en 32 groupements d'intérêt économique (GIE) pour la réalisation des activités communes;</p> <p>2. 3950 jeunes et femmes sont employés et suscite l'espoir chez d'autres jeunes et femmes ;</p> <p>3. 2 073 jeunes vulnérables ont bénéficiés de fournitures, tenues scolaires, d'appui alimentaire et de prise en charge psychosocial guidé par des animateurs sociaux.</p> <p>4. 730 jeunes sont diplômés, et arrivent sur le marché de l'emploi guinéen ;</p> <p>5. Les jeunes et femmes bénéficiaires des projets sont à l'abri des manipulations et n'ont pas</p>	<p>Si des progrès suffisants ne sont pas réalisés, quelles sont les raisons clés, les problèmes et les défis?</p> <p>- La lourdeur administrative dans le processus de prise de décision des partenaires nationaux ;</p> <p>-</p> <p>Ces problèmes étaient-ils anticipés dans la matrice de risque ?</p> <p>- Oui</p> <p>Comment ces problèmes seront-ils confrontés et quelles seront les mesures rectificatives ?</p> <p>- Travailler avec les structures techniques déconcentrées en relation avec les services centraux et la mise en place d'un mécanisme de suivis</p>

	<p>Indicateur 3 : # de centres de compostage mis en place et de jeunes employés dans le recyclage ;</p> <p>Indicateur 4 : # cas de détresse psychosocial identifiés et suivis</p> <p>Indicateur 5 : # de jeunes vulnérables formés et insérés</p>	<p>distribués;</p> <p>R : ND O : 5 centres ; 250 jeunes et femmes P : 3 centres dynamisés (60%) ; 150 (60%) jeunes et femmes employés;</p> <p>R : ND O : 100% des cas P : 70% des cas identifiés et suivis ;</p> <p>R : ND O : 1830 inscrits P : 730 diplômés et ont accès à un revenu en 2013</p>	<p><i>participés à des violences dans les manifestations ;</i></p> <p>Comment contribuent-ils à la consolidation de la paix et aux déclenchements de conflits spécifiques identifiés sous ces résultats ?</p> <p><i>Ce domaine a contribué à apporter une réponse adéquate au problème d'accès aux revenus pour les jeunes/femmes et à les soustraire des manipulations politiques et aux violences qui y sont liées.</i></p> <p>Quelles en sont les preuves ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>L'existence des structures bénéficiaires et des centres de gestion des déchets/compostage ;</i> - <i>Réduction de la vulnérabilité des jeunes/femmes à travers des HIMO ;</i> - <i>La non-participation des bénéficiaires (jeunes/femmes) aux violences lors des manifestations ;</i> <p>Y avait-il des résultats imprévus (bons ou mauvais) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>L'espoir suscité au niveau des jeunes et femmes riverains (plages aménagés, centres de traitement et de compostage) non touchés par les projets ;</i> 	<p><i>rapprochés des activités de terrain ;</i></p>
--	---	--	--	---

2.2 Evaluation de l'efficacité, de la cohérence, du risque, des effets catalytiques, du rapport qualité-prix du Plan des Priorités et de la synergie PBF/PBC

<p><u>Cohérence/coordination</u> : le Plan des Priorités a-t-il contribué à une meilleure cohérence et coordination du soutien de l'ONU et/ou des partenaires au développement dans la consolidation de la paix ? Comment ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La coordination avec les partenaires onusiens et internationaux impliqués dans la RSS sous la responsabilité du PNUD ; - Les missions conjointes de la commission de consolidation de la Paix des Nations Unies permettant des rencontres multipartites ; - Le renforcement de l'équipe de conseil stratégique par la mise à disposition d'un conseiller de haut niveau et une équipe d'appui stratégique ; - Les agences onusiennes, ministères, organisations de la société civile ont développé une dynamique de synergie dans l'emploi jeunes et femmes et la réconciliation nationale ; - les résultats clés déjà enregistrés, montrent que le PBF contribue à la redynamisation de la synergie d'action et des capacités d'initiatives comme levier pour l'autonomie des jeunes/femmes.
<p><u>Financement des déficits financiers</u> : Le Plan des Priorité, a-t-il contribué au financement des déficits financiers critiques dans la consolidation de la paix dans le pays ? Dans quel domaine ?</p>	<p>Dans le domaine de réconciliation Nationale à travers l'accompagnement de projets électoraux (Recoppel, formation des ABV, Facilitation internationale, monitoring des élections, FOSSEL, Dialogue/apaisement) pour une enveloppe financière de 8 millions de dollars.</p> <p>Dans le domaine de la RSS, en ce qui concerne le recensement biométrique et la mise à la retraite pour près de 10 millions de dollars.</p>

<p><u>Rapport qualité-prix</u> : Le Plan des Priorités a-t-il fourni « value for money », c'est-à-dire, le niveau de résultats, est-il proportionné au niveau d'investissement ? Quelle en est la preuve ?</p>	<p>Le niveau de résultats est proportionnel au niveau d'investissement : dans le secteur de la RSS, pour un investissement de 11 millions de dollars, la gestion de l'armée est améliorée et la stabilité politique est assurée.</p> <p>Sur l'emploi des jeunes/femmes, le rapport qualité/prix est assuré pour un investissement de 2,1 millions de dollars, 4000 emplois jeunes/femmes ont été créés, soit un rapport de 525 dollars par emploi créé.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u> : Le Plan des Priorités, a-t-il abouti en certains effets catalytiques, soit en attirant des engagements de fonds additionnels ou soit en créant des conditions immédiates pour débloquer/accélérer les processus de paix? Comment ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'UNICEF a contribué à hauteur de \$50,000 de ses fonds pour l'intensification des actions de promotion de la paix et de la protection des enfants dans le contexte électoral. - La délégation de l'Union Européenne s'engage à accompagner le domaine de la RSS, notamment, le secteur de la Justice pour une enveloppe budgétaire de 20 millions d'euro ; - Le gouvernement du Japon s'engage à accompagner le domaine de la Réconciliation Nationale dans la zone forestière pour une enveloppe de 3 millions de dollars et 3 millions de dollars pour la formation professionnelle des jeunes ; - Le Gouvernement Guinéen à travers le Ministère de la Jeunesse, de l'emploi des jeunes et des sports, a mis en place un fonds d'appui à l'emploi des jeunes et des femmes pour un montant de 18,6 millions de dollar ; - La banque mondiale s'engage à accompagner le domaine emploi des jeunes et des femmes pour une enveloppe budgétaire de 16,6 millions USD, notamment, dans le cadre de la formation professionnelle des jeunes ; - La forte mobilisation des PTF autour de la RSS, consécutif à la prise de risque du PBF et aux résultats obtenus ;
<p><u>Gestion de risque/innovation</u> : Le Plan des Priorités, a-t-il apporté son soutien à des activités nouvelles ou risquées en vue d'obtenir des résultats dans la consolidation de la paix? Quelles étaient-elles et quels étaient les résultats ?</p>	<p>Deux domaines prioritaires sont intéressés par cette rubrique :</p> <p>La RSS, pour le recensement biométrique et la mise à la retraite de 3928 militaires à cause des intérêts des personnes et des lobbys et du caractère «tabou» de la gestion des effectifs de l'armée ;</p> <p>La réconciliation nationale, à travers les projets d'accompagnement électoral avec un caractère éminemment novateur avec un focus sur la prévention des conflits, la gestion des risques et la consolidation de la paix.</p>
<p><u>Synergie PBF/PBC</u> : Comment le Plan des Priorités a-t-il promu la synergie entre le soutien de PBF et l'engagement du PBC ?</p> <p>Le PP a-t-il apporté son soutien au PBC afin de réaliser ses engagements dans le pays ?</p>	<p>La synergie est assurée par le positionnement du point focal politique de la PBC en tant que président du comité technique et membre du comité de pilotage du PBF, à ce titre, il assure les liens stratégiques avec le premier Ministre, le secrétariat permanent et la formation Guinée.</p> <p>La DEM a été pris en compte lors de l'analyse et de l'identification des besoins de financement des projets inscrits dans le PP.</p>

PARTIE 3 – ENSEIGNEMENTS TIRES ET EXEMPLE DU SUCCES

3.1 ENSEIGNEMENTS TIRES

Veillez citer au moins trois enseignements/ leçons tirés de la mise en œuvre du Plan des Priorités. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes appuyés par le Plan des Priorités ou sur la gestion et les processus du Plan des Priorités.

Enseignement 1	La mobilisation de l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux a été un facteur primordial de réussite
Enseignement 2	La prise de risque du PBF sur le domaine RSS, malgré un préjugé persistant a facilité la mobilisation des partenaires au développement
Enseignement 3	La volonté politique marquée par l'engagement personnel du chef de l'État dans la RSS a été un élément déterminant
Enseignement 4	Le plaidoyer porté par le secrétariat permanent du PBF et le HCDH ont permis de trouver un siège pour la CPRN octroyé par le Gouvernement
Enseignement 5	La forte participation de la contrepartie nationale à travers les services centraux et déconcentrés a facilité la mobilisation de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets
Enseignement 6	La mise en œuvre des activités d'assainissement a favorisé le renforcement de la confiance entre les jeunes/femmes et les autorités locales d'une part et entre les jeunes/femmes eux-mêmes d'autre part

3.2 EXEMPLE DU SUCCESS

Domaine : emploi des jeunes et des femmes

Mohamed lamine Camara, l'un des bénéficiaires du volet « assainissement et aménagement de la plage de Takonko du projet de réinsertion socioéconomique des jeunes et femmes vulnérables déclarait, je cite « la grande fréquentation de notre plage, qui est l'un des endroits de loisirs les mieux fréquentés aujourd'hui par la jeunesse de Conakry, et les revenus que cela nous procure, me donnent un sentiment de fierté et de responsabilité. En effet, je suis fier d'être l'un des opérateurs de la plage, autrefois lieux de déprivation et surtout d'être résident de ce quartier qui n'était pas aussi fréquenté à des violences enregistrées lors des mouvements sociopolitiques. Aussi, les revenus que j'obtiens à partir des activités de la plage font que les gens me considèrent et me respectent, J'ai l'impression que je représente maintenant quelqu'un d'important dans ma famille et dans ma communauté, bref je me sens responsable.»

Domaine : Réconciliation Nationale

« L'approche mise en place pour la formation des délégués par les Formateurs a été la composition des binômes (une équipe de deux personnes, à raison d'une personne de la mouvance et d'une personne de l'opposition). Dans la circonscription électorale de Kindia, le binôme était composé de deux Formateurs désignés par le RPG Arc-En-Ciel et l'UFDG. Les deux avaient sympathisé depuis leur propre formation multipartite par les Maîtres formateurs. Une fois retrouvés dans le même binôme, non seulement il y avait une franche collaboration, mais aussi et surtout, c'est la moto du représentant de l'UFDG qui a servi de moyen de transport à eux pour les tâches relatives aux 3 sessions de formation des délégués qu'ils ont animées. Cette cohabitation n'a laissé indifférentes certaines mauvaises langues qui les accusaient de trahison. Mais pour d'autres, c'était un bel exemple d'un début de réconciliation politique.»

Domaine : RSS

Abdoulaye Touré, expert Juriste, Membre du Conseil National de transition (Commission Défense et Sécurité)

« Dans le cadre du Projet d'appui au renforcement du contrôle civil et démocratique des FDS, les institutions chargées dudit contrôle ont été mobilisés pour ensemble, analyser les textes et mécanismes de contrôle civil et démocratique des FDS, compléter le dispositif légal et vulgariser les nouvelles règles.

Dans ce dispositif, le Parlement a un rôle particulièrement important ; à travers le vote des lois et du budget, ainsi que par les mécanismes classiques de contrôle de l'action de l'Exécutif : questions au gouvernement, Commissions d'enquêtes parlementaires, commissions spécialisées des finances, de défense et de sécurité. En l'absence de Parlement élu, un Conseil National de Transition assure en Guinée le pouvoir législatif.

Le projet a réalisé une large campagne de sensibilisation dans les huit régions administratives du pays et dans la capitale impliquant les organisations de la société civile, les Ministères en charge de l'Administration du Territoire, de la Défense et de la Sécurité. Ces rencontres ont mobilisé près de 1000 participants issus des organisations de la société civile, des médias, du Comité civilo-militaire, de la Justice, de l'administration du territoire, des Forces de Défense et de Sécurité. Elles ont consisté en des réunions, des ateliers de formations et d'échanges, des émissions radio et télévisées, de conférences dans les centres universitaires.

Ce projet multisectoriel est particulièrement gagnant pour tous les acteurs impliqués : les institutions de contrôles des FDS, les FDS elles-mêmes, mais surtout le CNT et le futur Parlement et moi aussi à titre personnel.

En effet, à travers le projet, le Conseil National de Transition a bénéficié d'une tribune particulièrement large pour réaliser une forte sensibilisation sur la séparation des pouvoirs, sur le rôle du Parlement et le contrôle de l'action gouvernementale. Le projet a permis au CNT de se faire connaître et de faire vulgariser fortement le rôle d'un Parlement dans une démocratie à la veille d'élections législatives très attendues. Il a ainsi participé à l'œuvre de construction de l'Etat de Droit en Guinée et contribué au renforcement de l'Etat de Droit et de la Démocratie tout en rapprochant et en réconciliant les FDS avec la population notamment à travers les organisations de la société civile. Il a aussi permis d'amorcer l'application des principes de bonne gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité.

A titre personnel, grâce à ma formation de juriste et de membre du CNT au sein de la Commission Défense et Sécurité, j'ai participé à toutes les activités du projet. Le projet m'a permis de connaître les spécificités des FDS et les autres institutions et acteurs de contrôles et de développer des capacités et des outils pédagogiques pertinents dans les rapports des FDS à la Loi et au rôle du Parlement en particulier».